



**HAL**  
open science

# Fonds internationaux et pénurie alimentaire au Cameroun. Du paradoxe de gestion à la naissance des risques

Nicolas Lemoigne

► **To cite this version:**

Nicolas Lemoigne. Fonds internationaux et pénurie alimentaire au Cameroun. Du paradoxe de gestion à la naissance des risques. Du risque en Afrique, terrains et perspectives, 2015. hal-01668115

**HAL Id: hal-01668115**

**<https://hal.science/hal-01668115>**

Submitted on 19 Dec 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# ***Fonds internationaux et pénurie alimentaire au Cameroun Du paradoxe de gestion à la naissance des risques***

Nicolas LEMOIGNE

Maître de Conférences en géographie, UMR ADES 5185, Université Bordeaux III

## **Introduction**

Le développement qui suit prend sa source dans un travail de terrain mené entre 2003 et 2006 sur les pentes du volcan Mont Cameroun, situé dans la province du Sud-Ouest du Cameroun. Les faits observés dans cette région, représentatifs d'une réalité largement répandue à l'échelle du pays, témoignent du fait qu'une politique de prévention du risque alimentaire peut engendrer, par l'occultation des discours paysans et l'ignorance des pratiques, une situation de risque nouvelle et destructrice à long terme. Nous montrerons qu'une lutte mal conduite mène parfois à l'exact contraire de l'effet souhaité.

Les observateurs internationaux en Afrique dominent bien souvent les débats et régissent la question du risque selon leur bon vouloir. Le risque constitue alors un outil de manipulation efficace qui sert des intérêts économiques aux antipodes de l'altruisme revendiqué. La prise en compte des indicateurs du risque, donc la compréhension honnête des mécanismes qui l'engendrent, peut-elle se passer des représentations de ceux qui côtoient directement la menace ? Quelle pertinence la notion de risque revêt-elle, sans l'analyse que les sociétés directement concernées par le phénomène sont à même de fournir ? La pluralité des regards semble précieuse, d'abord pour attester de la réalité du risque, ensuite pour fournir à l'ensemble des acteurs une réserve élémentaire de données.

Le risque, étymologiquement et en français, est le danger encouru en mer par une marchandise embarquée<sup>1</sup> ; il renseigne donc sur l'imminence d'une situation problématique. La prévention sensée de la menace nécessite alors une démarche incontournable : la mise en commun des savoirs. C'est ainsi que nous envisageons la méthode, en laissant la part belle à la parole autochtone et à l'observation des usages s'y rapportant, garantes à nos yeux de la valeur de toute expertise. Les outils de l'ethnologie ont été mobilisés, conjointement aux observations pédologique et naturaliste de la géographie.

## **Institutions internationales et prévention du risque alimentaire**

Le Cameroun dans les années 1990 met en place sous l'impulsion de la Banque Mondiale et du Fond International de Développement Agricole (FIDA) un projet à grande échelle (PNVRA, Programme National de Vulgarisation et de Recherche Agricole) dont l'objectif clairement affiché par les bailleurs de fonds est d'« *élever la productivité de l'agriculture et des ressources naturelles, et améliorer l'accès à la technologie* » au sein des communautés paysannes<sup>2</sup>. Considérant entre autres les problèmes alimentaires dans certaines régions de l'Extrême Nord Cameroun et les avantages financiers de la mise en application du PNVRA, les autorités camerounaises ont développé un système extrêmement structuré faisant

---

<sup>1</sup> *Le Robert, Dictionnaire historique de la langue française*, Alain REY (dir.), 2000.

<sup>2</sup> *Objectifs stratégiques* du programme régional Fidafrrique, 2007.

appel aux compétences du personnel du Ministère de l'Agriculture afin de mettre en application les directives du programme, notamment le principe de « vulgarisation », c'est-à-dire la formation des paysans... aux savoir-faire agricoles.

L'augmentation de la productivité et l'accès des communautés paysannes à une technologie d'importation auraient permis, selon les organismes donateurs et le gouvernement camerounais, d'éviter le risque de famine et d'ébaucher une solution à la pauvreté du Cameroun.

Dans la région du Mont Cameroun, qui connaît un climat tropical humide et bénéficie de sols volcaniques exceptionnellement fertiles, on peut observer une diversité foisonnante de techniques culturelles développées par des communautés paysannes originaires de nombreuses provinces du pays. Leurs compétences agraires ajoutées aux conditions favorables du milieu permettent dans certaines zones jusqu'à quatre récoltes de maïs par an. On trouve dans ce contexte une variété exceptionnelle de plantes alimentaires et la notion d'agriculture purement vivrière n'a que peu de pertinence puisque la quasi-totalité des familles qui cultivent écoulent les excédents sur les marchés environnants. La scolarité des enfants et l'ensemble des besoins de chaque foyer sont assurés par les revenus issus des ventes.

Or les paysans du Mont Cameroun témoignent volontiers des réalités de leur activité. Quelques entretiens menés dans cette perspective ont permis d'identifier certains problèmes de fond. La difficulté d'acheminement et de stockage de la production excédentaire conduit à un gaspillage important visible sur le bas-côté des routes du département<sup>3</sup>. Les familles voient ainsi se décomposer une part inquiétante du travail de l'année. Que demandent les paysans du Mont Cameroun de manière récurrente ? La possibilité de stocker les surplus ainsi que des routes bitumées et un transport fiable pour l'accès aux marchés de la province ou du pays.

Il ressort de cette brève évocation une inadéquation profonde, dans cette région, entre les objectifs de la politique gouvernementale, poussée par les motivations de la Banque Mondiale et du FIDA, et les réalités paysannes. A quoi peut bien servir le déploiement coûteux d'un appareillage contribuant à l'intensification d'une production déjà exceptionnelle, si le stockage et l'acheminement de la production déjà existante ne sont pas pris en compte ?

On se trouve ainsi directement confronté, dans la province du Sud-Ouest, à un paradoxe saisissant. La gestion du risque de malnutrition au Cameroun consisterait à intensifier des productions agricoles exceptionnelles, sans envisager les moyens de leur redistribution à l'échelle nationale.

On peut dès lors s'interroger sur les intentions profondes des organismes internationaux. Certains aspects du projet laissent à penser que les moyens mis au service de la politique d'augmentation des rendements agricoles servent d'autres causes que la prévention du risque alimentaire.

## **Les réalités agricoles de la région du Mont Cameroun**

La mise en place du PNVRA fait ainsi apparaître de graves problèmes au sein des systèmes paysans.

Les communautés paysannes du volcan déploient des trésors d'ingéniosité pour maintenir la fertilité des sols, prévenir les problèmes d'érosion, d'irrigation, développer la diversité des essences. L'agriculture itinérante pratiquée sur le Mont Cameroun est un savant

---

<sup>3</sup> Observations effectuées entre 2003 et 2006 dans le département du Fako.

compromis entre contraintes écologiques et nécessités vivrières. Le système est composé d'une multitude de variantes aux objectifs identiques : multiplier les opportunités d'accéder à une ressource diversifiée, tout en maintenant le potentiel de fertilité des sols (Lemoigne, 2010). Lorsque la disponibilité foncière s'y prête, les paysans touchent à la perfection. Sans travail supplémentaire après l'abandon du champ, la jachère, tout en reconstituant peu à peu le stock de matière organique indispensable aux futures plantations, continue de fournir certaines cultures pérennes (macabo, ignames, plantain), des ligneux utiles pour l'habitat et les divers travaux (tuteurs, piégeage), des fruitiers, des plantes et écorces médicinales (*Prunus Africana*), etc. Les champs sont complantés avec art d'essences diverses qui interagissent de manière bénéfique. Les avantages de la culture en association se mesurent en termes de biodiversité et de pertinence économique. Le couvert végétal procure un ombrage propice au maintien de l'humidité et l'eau est retenue car les effets de battance et d'érosion sur la terre nue disparaissent. Les ravageurs du champ, ainsi que les espèces adventices qui gênent dans les derniers temps de mise en culture, se trouvent en concurrence avec la multitude des essences et s'affaiblissent une fois la jachère revenue. La redistribution de la matière organique est à la base du système et les sols sont en bonne santé.

La mosaïque des parcelles à différents stades de recrû est une manne pour les hommes car elle procure à longueur d'année une abondance de produits tout en entretenant la qualité des sols (Ndam *et al.*, 199?).

Or toutes ces pratiques ne peuvent exister sans un fond de connaissances précises du milieu. Nous voulons avancer par-là le fait que l'agriculture paysanne du Mont Cameroun possède les ressources suffisantes pour une gestion efficace de son environnement. De nombreuses techniques anciennes existent pour endiguer les attaques parasitaires, les maladies, pour amender les sols. Cependant elles sont le fait d'une partie seulement des familles qui maintient ces savoir-faire de génération en génération, bien souvent avec la pleine conscience de son entrée en résistance vis-à-vis du mirage technologique.

Qu'en est-il des autres familles ? L'accès à la propriété terrienne est parfois impossible dans le contexte foncier actuel et la gestion agraire des sols s'en trouve influencée. Réparties sur les terres déjà épuisées de la Cameroon Development Corporation (CDC)<sup>4</sup> qui utilise les techniques de l'agriculture industrielle, les parcelles donnent des signes évidents de baisse de fertilité et le moyen le plus rapide d'atteindre une production suffisante à la survie des foyers est l'usage des intrants chimiques. La CDC possède pourtant des milliers d'hectares de fertile zone forestière qu'elle garde des incursions paysannes incontrôlées (Michel, 1969). Ces superficies sont réservées à l'exploitation du bois destiné au séchage des feuilles de thé. Mais la corporation loue aussi des parcelles à taux parfaitement définis aux paysans voulant s'investir dans de petits projets agricoles (DFID, 1998). Seulement ces terres sont situées sur d'anciens emplacements dédiés à la monoculture intensive et connaissent les problèmes de fertilité déjà évoqués. Le résultat est sans appel. Les paysans que nous avons pu rencontrer dans ce cas de figure sont unanimes, rien ne pousse correctement sur de tels sols. Les terres louées par la CDC sont stériles ou presque, parfois empoisonnées. Un paysan bamiléké interrogé près de Buea nous rapporte avoir investi 2,5 millions de FCFA pour la mise en place de son projet cultural sur 6 hectares loués à la corporation. Les pieds de piment plantés en culture dominante présentent des chutes de feuille anormales. Le technicien agricole qui nous accompagne alors diagnostique une phytotoxicité due à un excès d'engrais chimiques. A Mevio en novembre 2005, un autre paysan entretient un champ de tomates en culture dominante. Ce dernier constate des chutes de fleurs qu'il combat en pulvérisant de l'engrais

---

<sup>4</sup> La Cameroon Development Corporation est une entreprise agricole semi publique créée en 1947. Elle a pour objectifs de développer les ressources des 98 000 hectares de concessions placées sous son contrôle, de construire et entretenir les infrastructures qui lui sont nécessaires ou encore de conduire le commerce d'import-export.

foliaire. Le taux important de phosphore contenu dans le nourrisseur favorise normalement les processus relatifs à la floraison. Mais les résultats sont bien en deçà des espoirs de l'homme qui explique que les ingénieurs n'ont pas, jusqu'à présent, trouvé le produit adapté à son problème. Le « problème » malheureusement provient en grande partie de l'excès d'engrais, que le paysan avoue utiliser en double concentration.

La terre fatiguée affaiblit ainsi les plants qui, traités sans discernement par les produits phytosanitaires dangereux, souffrent d'un mal supplémentaire. Il s'agit ici d'un cercle vicieux connu de ces petites exploitations agricoles : la mise en culture de sols déjà épuisés conduit, sous influence des industriels, à l'usage intensif des intrants achetés grâce aux subventions publiques de lancement.

La CDC lègue ainsi un héritage bien dégradé qu'il est extrêmement difficile, dans les conditions foncière et économique de certains petits exploitants, de rectifier. La monoculture intensive, là où elle a été menée, a épuisé les sols et les paysans paient le prix de la dépendance aux solutions proposées.

L'abandon des pratiques améliorantes naturelles – dont la jachère et les multiples techniques d'amendements verts encore très répandues – au profit de l'achat d'intrants chimiques peu contraignants à l'usage, est aussi dû à la précarité des nouveaux arrivants. Avec des moyens limités, il est impossible de louer plus de deux ou trois hectares à l'année. Cette superficie interdit la mise en place de jachères longues, ou de mener un petit élevage qui permettrait la production de la fumure organique à épandre sur l'exploitation.

L'incitation à l'achat pratiquée par le gouvernement, a ainsi d'autant plus de force qu'elle s'appuie sur une situation foncière déjà propice à l'installation de ces pratiques fertilisantes. La détresse de certains paysans face à une précarité économique indéniable, favorise l'émergence de la dépendance vis-à-vis du discours rassurant et protecteur des représentants des instances scientifiques et gouvernementales (Konings, 1993).

## **Les intentions cachées**

Le manque de place sur les flancs du Mont Cameroun est un terreau idéal pour l'épanouissement des projets des géants de l'agrochimie.

La volonté d'expérimenter, sous couvert de développement, les nouvelles technologies à leur service n'est aucunement dissimulée par les tenants de l'agro industrie qui font étal de leur cible privilégiée : le paysan.

*« Le transfert de la technologie par l'usage des petits terrains de démonstration offre de bonnes opportunités aux partenaires du secteur privé pour développer leurs produits et satisfaire la demande réelle des fermiers pour des intrants agricoles. »<sup>5</sup>*

Quel contenu peut-on donner, dans cette assertion, à l'adjectif « réelle » s'agissant de la demande des fermiers en intrants chimiques ? Y faut-il voir la manifestation d'un besoin naturel inhérent à l'activité agricole, ou plutôt la projection d'un fantasme d'industriel qui, à défaut de pouvoir offrir ses services en toute honnêteté, provoque par des moyens de pression imparables la dépendance progressive des paysans à ses produits ?

La Banque Mondiale rend même compte de manière explicite de la connivence entre organismes internationaux, sociétés privées et Etat camerounais en matière de politique agricole :

*« Le Projet National de Vulgarisation Agricole du Cameroun est un exemple de bonne pratique de partenariat entre les services de*

---

<sup>5</sup> Findings, Bulletin d'information sur les meilleures pratiques, World Bank Group, Région Afrique, n°26, mars 1998.

*vulgarisation du gouvernement et les entreprises privées qui fournissent des intrants agricoles. Leur succès est basé sur leur capacité à tirer profit de l'avantage comparatif de chacun sans compromettre l'efficacité, l'objectivité ou les principes des services de vulgarisation. Les fournisseurs privés procurent une technologie nouvelle pendant que le service national de vulgarisation partage son expérience d'expérimentation de nouvelles technologies avec les fermiers à travers des terrains d'exposition à petite échelle. »<sup>6</sup>*

Au sein de la Délégation Provinciale de l'Agriculture de Buea, les fonctionnaires sont amenés à encourager le regroupement des paysans en GIC (Groupes d'Initiative Commune) afin de faciliter leur recensement mais aussi de fournir les équipements techniques nécessaires à l'application des objectifs. Les GIC permettent à leurs membres l'obtention de matériel (pulvérisateurs, pompes, etc.) ainsi que des semences améliorées, des produits phytosanitaires et des engrais chimiques. Il est évident que cette démarche facilite la diffusion d'un modèle agricole bien connu dont on entrevoit clairement les objectifs. L'entrée en clientèle de la communauté paysanne auprès des industriels apparaît comme une politique délibérée de la Banque Mondiale qui ne répond pas pour autant aux attentes les plus pertinentes des paysans. Les ingénieurs agronomes de la Délégation focalisent leur attention sur les petites exploitations agricoles. Tirillés entre un bagage scolaire parfaitement conforme aux canons de l'agriculture occidentalisationnée en phase avec les objectifs officiels, et leur expérience du terrain consciente de certaines réalités environnementales et économiques, les fonctionnaires louvoient. Il ressort de leurs propos que les groupements de paysans, à l'origine, achetaient eux-mêmes les intrants chimiques. Cependant, avec la crise cacaoyère et la récession économique, il devient impossible aux familles de soutenir de telles dépenses. Les aides gouvernementales constituent dès lors la principale voie d'achat des intrants. L'incitation au groupement passe par l'attribution de fonds que les équipes techniques encouragent à placer dans ce type de produits.

*« Si on veut vraiment développer, il faut financer. Ne serait-ce que sous la forme de crédits. Le crédit pour payer la main d'œuvre, augmenter les superficies, pour payer les intrants. »<sup>7</sup>*

A la décharge des fonctionnaires de la Délégation de l'Agriculture, il n'est pas facile de s'inscrire en faux contre le rouleau compresseur étatique qui impose ses consignes de manière unilatérale. Les ingénieurs qui font du terrain sont parfaitement conscients des contreparties inhérentes à l'investissement massif des paysans dans les intrants chimiques, tant sur le plan environnemental que social. Emmanuel Arrah, Délégué Provincial Adjoint, est un des rares à ce niveau de responsabilités, à s'engager dans le développement de la filière bio en soutenant l'usage des techniques locales indépendantes de l'agro industrie. Ce choix faisant, il prend le contre-pied de la dictature internationale en matière de politique agricole et son travail revêt des allures de véritable sacerdoce. Ces hommes se battent contre une machinerie monumentale qui prend sa source dans les stratégies des grands organismes bailleurs de fonds tenus par les Occidentaux, se réalise dans la politique agricole gouvernementale, elle même véhiculée par un réseau touffu de techniciens et de contingents entiers d'industriels.

---

<sup>6</sup> Idem.

<sup>7</sup> Entretien avec Cécile Medjo et Fabien Aoleko, le 14 novembre 2005 à la Délégation Provinciale de l'Agriculture de Buea, Province du Sud-Ouest.

Pour ne citer qu'un exemple des media employés par ces firmes internationales, le périodique *La voix du paysan*<sup>8</sup> destiné au public des petits exploitants agricoles, affiche ouvertement ses partenariats avec les entreprises privées en mettant par exemple, en vis-à-vis, un dossier sur les attaques parasitaires et une page de publicité présentant le pesticide adéquat. On trouve parmi ses sponsors principaux Novartis, société suisse implantée au Cameroun, mondialement connue pour sa production de pesticides et ses recherches sur les semences OGM, ou la firme Hydrochem Cameroun qui propose entre autres composés chimiques, des engrais complets N-P-K.

Faire le choix d'encourager certains petits exploitants à se passer des intrants chimiques demande une belle constance car l'on remarque depuis quelques années que le matraquage porte ses fruits. Nous avons rencontré bien souvent des paysans prompts à vanter les mérites des fertilisants minéraux sur des terres d'ailleurs passablement affaiblies par leur utilisation exclusive. Le discours maintes fois entendu sur les mérites des « granulés » contribue peu à peu à rendre caduques toutes les techniques, par ailleurs indispensables, d'entretien des horizons organiques. Le cercle vicieux – prévalant actuellement au sein de la CDC – d'usage croissant des intrants chimiques par une agriculture « minière » qui ne se donne pas les moyens d'entretenir la qualité des horizons organiques, se reproduit à échelle micro sur des exploitations familiales qui, par leur nature même et la souplesse de leur fonctionnement, auraient pourtant les ressources techniques d'éviter le piège.

On se situe là au cœur du problème. Le risque alimentaire combattu par les instances gouvernementales, à travers la diffusion de moyens technologiques intéressés et dédaignant la compétence analytique du discours paysan, se mue en d'autres formes de risque tout aussi destructrices.

### **D'un risque à l'autre**

A ce stade d'implantation des industriels au sein de l'économie paysanne, la notion de risque se révèle presque obsolète puisque les faits sont déjà observables. On peut imaginer cependant un seuil non encore atteint dont le dépassement ferait évoluer le diagnostic de « risque » à « catastrophe ». Deux points évidents attirent l'attention : le risque environnemental et le risque social, l'un ne fonctionnant pas sans l'autre.

La politique d'augmentation des rendements agricoles déjà satisfaisants, par le biais de l'usage intensif des intrants, et ajoutée au problème fondamental de l'épuisement des sols dans certaines zones, laisse entrevoir des conséquences inquiétantes à court terme : pollution des nappes, rupture des cycles pédologiques, phénomènes d'érosion, appauvrissement des milieux, etc.

L'insecticide le plus couramment employé sur le Mont Cameroun est l'Orthene, un systémique auparavant fabriqué par la société Maag (aujourd'hui rachetée par la firme suisse Syngenta). La molécule active est l'acéphate, connu pour sa toxicité envers les abeilles, les oiseaux et les mammifères, son pouvoir de contamination des eaux souterraines et sa nocivité pour les organismes aquatiques. Les recommandations de protection fournies par le fabricant et à destination de l'utilisateur (combinaison intégrale à haute résistance sur vêtements à manche longue et pantalon long, gants homologués et respirateur) sont inapplicables dans le contexte local, faute de moyens. De la même façon, les paysans utilisent l'herbicide

---

<sup>8</sup> *La Voix du paysan*, Mensuel bilingue d'information, de formation et de débat sur le monde rural. Recueil de fiches techniques pour l'entrepreneur rural. Document édité avec l'appui de la GTZ (Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit) et le Service d'information et d'assistance-conseil pour l'adaptation et la diffusion de technologie (ISAT).

systémique Roundup<sup>9</sup> et le Gramoxone Super<sup>10</sup>, un herbicide de contact quant à lui, dont la molécule active, le paraquat, est désormais interdite à l'usage en France sous ses formules les plus concentrées. La CET (Commission française d'Etude de la Toxicité) l'évalue comme très toxique (T+): « *les données d'exposition ne permettent pas de démontrer une utilisation acceptable, sauf à utiliser des moyens de protection irréalistes au regard des pratiques agricoles courantes* »<sup>11</sup>.

En regard des conditions de maintenance « *courantes* » que nous avons pu observer, les risques sanitaire et environnementaux sont particulièrement élevés. Le paraquat est reconnu comme cancérigène, mutagène, reprotoxique et favorise le développement de certaines maladies neurodégénératives telles que Alzheimer ou Parkinson (Nicolino et Veillerette 2007). A l'instar des composants du Roundup, il se retrouve en concentrations importantes dans les horizons pédologiques et pollue par lessivage les nappes phréatiques et les rivières.

Le manque d'information des utilisateurs de telles substances, conduit non seulement à des risques d'exposition directe aux produits mais aussi à de mauvais dosages. Nous avons été surpris d'entendre à plusieurs reprises des paysans dire qu'ils augmentaient la quantité d'engrais dès qu'une période de sécheresse survenait, pour compenser le manque d'eau. Le principe d'utilisation des engrais chimiques commande par définition un dosage très précis qui tient compte du taux d'humidité du sol. En trop forte concentration, le produit engendre des phénomènes de phytotoxicité. L'ignorance peut être à l'origine de ces pratiques ; nous nous demandons s'il ne s'agit tout autant de la manifestation, sous l'effet du matraquage idéologique, d'une croyance dans les vertus toutes puissantes de l'engrais chimique.

L'introduction massive des techniques coûteuses de fertilisation maintient par ailleurs les familles paysannes dans une logique infernale de dépenses croissantes qui épuisent l'économie familiale. L'appauvrissement n'est plus un risque mais une réalité. La plupart des groupements paysans se dissout une fois les financements perçus faute de moyens pour fonctionner, l'achat des produits absorbant la totalité des aides. La politique d'encouragement à la constitution des coopératives telle qu'elle est menée actuellement, est une incitation à l'achat dénuée de réflexion sur les possibles conséquences sociales et environnementales.

## **Conclusion**

L'intensification de l'agriculture sur le Mont Cameroun par le recours aux intrants chimiques est une erreur flagrante. D'une part la proportion considérable de terres fertiles ne nécessite pas une telle politique, et d'autre part les problèmes de rendement décelables sur certaines zones déjà surexploitées ne peuvent être raisonnablement endigués par l'ajout massif de substances chimiques palliatives.

Pourquoi les experts ne se sont-ils jamais penchés sur les techniques locales spécifiques qui prouvent leur efficacité depuis des siècles ? La valorisation des pratiques autochtones aurait certainement permis d'éviter la mise en place dispendieuse d'un projet tel

---

<sup>9</sup> Le Roundup est un désherbant produit par la firme Monsanto depuis 1975. La molécule active est le glyphosate à laquelle est ajoutée un agent tensioactif mouillant favorisant la dispersion du désherbant sur les feuilles. Les études indépendantes sont unanimes pour considérer le mélange comme hautement toxique tel qu'employé dans l'agriculture actuellement (Mouchel et Oturan 2007).

<sup>10</sup> Le Gramoxone Super est le plus utilisé par les paysans du Mont Cameroun. Il est largement commercialisé par la société Syngenta à travers toute l'Afrique tropicale et sa concentration en molécule active est la plus importante du marché, avec 200 grammes d'ions par litre.

<sup>11</sup> Compte rendu de la CET, Comité d'homologation « produits phytosanitaires », Séance du 6 décembre 2002, Ministères de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales.



que le PNVA, et le risque famine aurait été combattu par la simple écoute des discours paysans.

En débloquant les moyens nécessaires à l'acheminement et à la conservation des denrées, le gouvernement camerounais contribuerait, à moindres frais, à la valorisation de l'agriculture paysanne camerounaise, mettrait à l'abri du besoin les zones sensibles du Nord Cameroun tout en évitant les effets secondaires d'une dépendance aux programmes d'aides internationaux.

Nous souhaitons, à travers l'exposé de cette situation, mettre en évidence l'intérêt d'une démarche interdisciplinaire d'appréhension du risque, attentive à l'analyse de ceux qui y sont directement confrontés. Les logiques paysannes s'accommodent difficilement des modèles d'importation, tout simplement parce qu'elles expérimentent au quotidien un bagage efficace de connaissances dans la gestion de leur milieu. La volonté de « *vulgariser* » la science agricole, de « *sensibiliser* » les paysans aux enjeux de ce qu'ils maîtrisent souvent à un degré admirable prêterait à sourire si la démarche ne s'inscrivait dans le cadre de programmes internationaux aux objectifs suspects. Le risque dans ce cas devient un outil de propagande et de manipulation. Masqué par une devanture éminemment altruiste, il sert à occulter la réalité des choses et génère de nouvelles formes de risque.

Dans ces conditions, la faillite de l'expertise du risque est-elle le fait d'un manque de lucidité, d'un problème de méthode, ou d'un rapport au monde particulièrement intéressé ?

## **BIBLIOGRAPHIE**

DFID (Department for International Development), 1998, *Environmental impact assessment of plantation expansion in forested lowland of the Mount Cameroon region*, CNTR 97 3285A, Environmental Resources Management, London, UK.

KONINGS P., 1993, "Contract farming and capital accumulation in Cameroon : the case of the CDC smallholder schemes", in *Itinéraires d'accumulation au Cameroun* (P. Geschiere et P. Konings dir.), Paris, Karthala, pp. 202-239.

LEMOIGNE N., 2010, *Mémoire des hommes, mémoire des sols. Etude ethno-pédologique des usages paysans du Mont Cameroun*, thèse de doctorat sous la direction de S. Pomel, Université de Bordeaux 3 – ADES UMR CNRS 5185.

MICHEL M., 1969, « Les plantations allemandes du Mont Cameroun, 1885-1914 », *Revue d'Histoire d'Outre-Mer*, t. LVII, n°207.

MOUCHEL J.-M. et OTURAN M. (dir.), 2007, *Pesticides. Impacts environnementaux, gestion et traitements*, Paris, Presses de l'école nationale des ponts et chaussées, 334 p.

NDAM N., HEALEY J., CHEEK M. FRASER P., 199?, *Impact of shifting cultivation on Mount Cameroon plant diversity: a case study at Likombe*, Etude pour le Mount Cameroon Project, Bibliothèque du Limbe Botanic Garden.

NICOLINO F. et VEILLERETTE F., 2007, *Pesticides, Révélation sur un scandale français*, Paris, Fayard, 384 p.

TOLEDO V. M., 2000, « Indigenous knowledge on soils : an ethnoecological conceptualization », in Barrera-Bassols et Zinck, *Ethnopedology in a worldwide perspective : an annotated bibliography*, Enschede, ITC Publication, n°77, 2000.